

Marseille, premier territoire perdu de la République



**APRÈS UN COUP DE FILET ANTI-DROGUE
DANS UNE CITÉ DE MARSEILLE, LES
DEALERS DÉJÀ DE RETOUR**

Marseille, deuxième ville de France, premier territoire perdu de la République, titre Valeurs Actuelles.

Politiques et juges ont capitulé, abandonnant les policiers en première ligne.

Tout comme **Saint-Denis**, la cité des rois devenue une république bananière, ou comme **Trappes**, islamisée à 70 %, **Marseille** continue de sombrer.

Valeurs Actuelles vient de sortir une excellente étude sur le sujet, dénonçant le naufrage de ces villes vivant de plus en plus en marge de la loi. **À faire peur tant le mal est profond.**

Dans les Bouches-du-Rhône, en 10 ans, ce sont 200 morts qui ont payé le prix de la guerre des gangs. Car à Marseille, on règle ses comptes à coups de kalachnikov, sans se préoccuper des victimes collatérales. C'est Chicago au temps de la prohibition. Que fait l'État ? Rien !

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/flambee-des-reglements-de-comptes-a-marseille-depuis-le-debut-de-l-ete-2218306.html>

Macron ne sait que sortir son carnet de chèques sans provisions et boire le thé avec les mammas en vue de sa réélection. Les policiers sont paralysés.

Tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont misérablement renoncé à restaurer l'État de droit dans les cités pourries qui envahissent le pays.

Dans quel autre pays que la France les policiers ont-ils l'ordre de ne pas intervenir pour ne pas embraser les quartiers ?

Dans quel autre pays les racailles sont-elles relâchées par les juges avec un énième rappel à la loi parce que les places de prison font défaut ?

Dans quel autre pays les dealers placent-ils des **check-points, des barrages ou des herses** pour s'adonner à leurs juteux trafics mafieux en toute tranquillité ?

Dans quel autre pays les racailles attaquent-elles les commissariats en toute impunité ?

Dans quel autre pays les policiers se laissent-ils lyncher sans oser utiliser leur arme de service par peur d'une justice implacable à leur égard ?

Dans quel autre pays les policiers sont-ils canardés de boules de pétanque et de cocktails Molotov lancés dans l'unique but de les tuer ?

Aucune police au monde ne subit ce que subissent nos policiers, parce que le pouvoir se couche devant les malfrats par peur des émeutes. Macron est l'otage des minorités qu'il accueille à bras ouverts, alors que la nation se décompose à grande vitesse. L'immigration est un désastre absolu qui

alimente l'insécurité et la pauvreté.

Au paradis mondialiste de Macron, on compte 9 millions de pauvres et on en accueille 500 000 de plus chaque année ! Réguliers et clandestins.

Dans tous les pays du monde, la racaille change de trottoir quand elle aperçoit un policier. En France, c'est le contraire. Les malfrats, assurés d'une impunité totale, recherchent l'affrontement avec des policiers moralement et physiquement désarmés.

La France est littéralement en train de s'effondrer. Des pans entiers de la République ont fait sécession. Des villes comme Trappes, Saint-Denis et bien d'autres sont devenues des mini-califats aux mains des barbus et des caïds, sans la moindre réaction du pouvoir, qui se contente de distribuer l'argent qu'il n'a pas pour acheter la paix sociale.

On allonge les milliards dans le seul espoir d'éviter un remake des émeutes de 2005, la hantise de tout Président.

La loi des caïds, elle est partout. À Marseille, on a pu lire, placardé sur les immeubles d'une cité :

"Toute personne qui souhaite ou envisage de coopérer avec la police, sachez que nous le saurons et nous nuirons à votre vie".

C'est ça la France de Macron ! La loi des caïds et la terreur chez les habitants et les riverains des cités.

Ceux qui refusent d'être contrôlés par la police sont les mêmes qui vérifient l'identité des riverains à l'entrée des cités ! Et Macron reste les bras ballants !

Quel entrepreneur voudrait participer au développement économique et social de Marseille dans de telles conditions d'insécurité ? On n'investit pas dans les villes qui traînent leur réputation de dangerosité extrême depuis des décennies.

À quoi bon sacrifier la vie de nos soldats en Afghanistan ou au Mali, si on laisse les barbus faire main basse sur nos villes ?

On ne compte plus les études et les dossiers traitant de l'immigration et de l'islamisation de l'école et des cités : tous enterrés ! La France part en vrille.

Ce que veut tout élu, c'est surtout pas de vagues pour être réélu. Tout sens de l'État a totalement disparu. L'intérêt commun passe après leur carrière.

Corruption, clientélisme, islamisme, communautarisme, racket, trafics en tous genres, prostitution, omerta et peur des représailles sont les fléaux qui gagnent plusieurs villes de France. Pourquoi ? Parce que l'État a démissionné depuis 30 ans !

Et dans ces villes gangrenées, les ripoux ne sont pas rares au sein de la police municipale. C'est dire combien le mal est profond !

Telle est la sinistre situation de la France après 40 années de trahisons et de renoncement de ses élites.

Le "vivre-ensemble", c'est un mot creux qui n'a jamais concerné les nantis de notre pays qui ne pratiquent que l'entre-soi. La promiscuité avec des populations qui refusent de s'intégrer, c'est réservé aux Gilets jaunes, à ceux qui ne sont rien, aux sans-dents.

Tout cela ne peut que mal finir. Si Macron croit réduire la fracture identitaire avec quelques milliards supplémentaires, il risque de tomber de haut.

En quittant la place Beauvau, Gérard Collomb annonçait un embrasement des cités et un **face-à-face dans les cinq ans.** C'est pour bientôt.

Mais si c'est là le seul moyen pour que les élites ouvrent

enfin les yeux, crevons l'abcès !

Jacques Guillemain